

# Les cent jours de Biden : « La stratégie économique des Etats-Unis connaît une transformation inédite depuis le début des années Reagan »

 [lemonde.fr/idees/article/2021/03/30/les-cent-jours-de-biden-la-strategie-economique-des-etats-unis-connaît-une-transformation-inedite-depuis-le-debut-des-annees-reagan\\_6074929\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/30/les-cent-jours-de-biden-la-strategie-economique-des-etats-unis-connaît-une-transformation-inedite-depuis-le-debut-des-annees-reagan_6074929_3232.html)

**Tribune.** Il n'aura fallu que cinquante jours pour que l'investiture de Joe Biden à la présidence des Etats-Unis produise la signature – le 11 mars – d'un plan de relance (American Rescue Plan Act of 2021) de 1 900 milliards de dollars (1 595 milliards d'euros) au bénéfice de la population américaine. En se réconciliant ainsi avec son histoire, le camp démocrate mettait alors en avant sa filiation avec les présidences de Lyndon Johnson et de Franklin Delano Roosevelt, tout en annonçant un « changement de paradigme ».

Sans aucun doute, la stratégie économique des Etats-Unis connaît-elle aujourd'hui une transformation inédite depuis le début des années Reagan. De la modification de la politique monétaire menée par la Réserve fédérale des Etats-Unis à l'adoption de plans de relance budgétaires massifs, l'ère du néolibéralisme touche à sa fin.

Mais derrière l'élection de Joe Biden, c'est la capacité d'adaptation et le pragmatisme du cœur de la technostructure américaine – au cours de ces dernières années – qui ont été la véritable instigatrice du changement de cycle économique auquel nous assistons.

## Le chômage plus traité comme une variable d'ajustement

Nommé le 17 septembre 2018, à la vice-présidence de la Réserve fédérale des Etats-Unis, l'économiste Richard Clarida, ancien de l'administration de George W. Bush et du géant de la gestion obligataire Pimco, va jouer un rôle fondamental dans cette transformation. En proposant de tenir une « revue stratégique » de la politique monétaire américaine dès le mois de novembre 2018, Richard Clarida a mené un travail d'évaluation des décisions prises au cours des années précédentes qui finira par aboutir, le 27 août 2020, à l'annonce par la Réserve fédérale des Etats-Unis d'un changement de stratégie.

Alors que la maîtrise de l'inflation était jusqu'alors considérée comme l'objectif prioritaire de la politique monétaire américaine – et ce, depuis l'arrivée de Paul Volcker à la tête de l'institution en 1979 – la recherche de l'emploi maximal sera désormais traitée avec un niveau de priorité équivalent. Par cette simple déclaration, l'administration américaine indiquait que le chômage ne sera plus traité comme une variable d'ajustement.

Lire aussi [Les 100 jours de Joe Biden : « Pourquoi le risque inflationniste fait-il autant jaser ? »](#)

Epaulé dans son action par Jerome Powell, président de la Réserve fédérale – ancien de l'administration Bush père et du Groupe Carlyle –, et par Lael Brainard – membre du conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale et ancienne de l'administration de Bill

Clinton –, Richard Clarida révélait la capacité d'évolution intellectuelle de la technostructure américaine, et ce, de façon bipartisane.

## **Un vote unanime au Sénat avec 96 voix pour, 0 contre**

---

De la même façon, c'est au mois de mars 2020 que Steven Mnuchin, secrétaire au Trésor de l'administration de Donald Trump, et ancien banquier d'affaires ayant travaillé dix-sept années chez Goldman Sachs, est parvenu à obtenir un large accord bipartisan pour la mise en place du Cares Act, plan de relance historique de 2 200 milliards de dollars ayant pour objectif de soutenir l'économie américaine alors que la crise du Covid-19 frappait le pays.

En convainquant Donald Trump de ne pas s'en remettre uniquement à des baisses d'impôts, en soutenant l'envoi massif de chèques à la population américaine, reprenant ici les propositions d'économistes de « l'Etat profond », Steven Mnuchin parvient à obtenir la confiance des deux camps.

En quelques semaines, et malgré l'intense division politique qui marquait ce lendemain de procédure d'impeachment, le Congrès des Etats-Unis vote le plan. En dépit des réticences idéologiques, le Sénat à majorité républicaine vote pour, à 96 voix contre 0 voix.

## **Une stratégie de croissance « maximale » aux Etats-Unis**

---

Suite à cette initiative et au cours de ces douze derniers mois, c'est un ensemble de 5 500 milliards de dollars de relance budgétaire, soit 26 % du PIB du pays qui a été voté, que cela soit sous coloration démocrate ou républicaine. Dans les prochains mois, un nouveau plan de relance de 3 000 milliards, principalement destiné aux infrastructures, sera également soumis au Congrès.

C'est une administration américaine très consciente de ses erreurs et de sa trop grande timidité lors de l'épisode de la grande crise financière qui est à l'origine du soutien historique apporté à l'économie américaine. Si Joe Biden peut aujourd'hui compter sur une technostructure dévouée à la tâche de la relance, c'est qu'elle en est la réelle instigatrice.

De la même façon que Ronald Reagan est encore aujourd'hui considéré comme l'incarnation du néolibéralisme alors que son prédécesseur démocrate, Jimmy Carter, en avait posé les jalons, l'élection de Joe Biden sera certainement considérée comme l'acte de naissance d'une nouvelle stratégie de croissance « maximale » aux Etats-Unis.

Pourtant, dans les deux cas, ce sont les « technos » qui auront opéré le mouvement dans un même moment de passation de pouvoir entre démocrates et républicains. Aujourd'hui comme hier, les mouvements économiques structurels ne sont pas seulement le fruit du choix formulé par les électeurs, ils sont le résultat de l'irrigation progressive de travaux économiques à l'échelon de la technostructure, et de leur captation finale par le personnel politique.

Nicolas Goetzmann(Responsable de la recherche et de la stratégie macroéconomique à la  
Financière de la Cité)